l'appel

artisan de l'avenir d'un enfant

Les femmes sont les clés du développement !

PUBLICATION TRIMESTRIELLE • N° 164 • MARS 2017

Sommaire

- **Éditorial**.....3
- **Dossier** 4
  - **Madagascar**.....5
  - **Haïti** 6
  - **Tchad**.....8
  - **Pérou**.....12
  - **El Salvador**.....14
  - **Burkina Faso** 15
- **Burkina Faso**.....18
- **Vietnam**.....18
- **Rwanda**.....19
- **Haïti**.....20
- **Togo - E.S.T.** 20

Joint à ce n° : Bon de soutien

Photos de couverture :
© Hervé Vincent,
Violaine Duflo, Odile Oberlin, etc.

l'appel

89, avenue de Flandre
Boîte n° 9001 - 75019 Paris
Tél. : 01 42 02 77 78

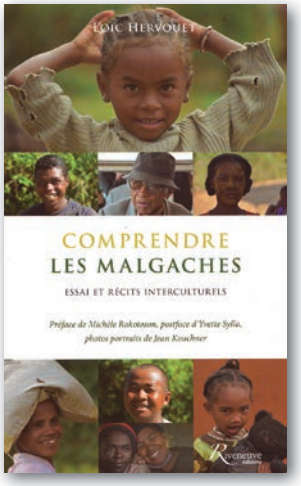
Site : www.lappel.org
E-mail : association@lappel.org

Directeur de la publication
Patrick Larmoyer
avec la collaboration
de Madeleine Le Moullec

Réalisation INTERCOM
1bis rue Charles de Gaulle,
ZI de la Marinière, 91070 BONDOUFLE
Commission paritaire
N° 0912 H 84899
ISSN 0398 6039

D'ici et d'ailleurs...

LECTURE



COMPRENDRE LES MALGACHES

Ce petit livre de Loïc Hervouet est une mine d'informations et, comme l'écrit un préfacier, un beau sourire un peu espiègle. C'est surtout, dans un style où l'humour demeure sous-jacent, une utile introduction au pays, à sa culture très forte et riche, à ses habitants et à leurs coutumes que le *vazaha* ignorant ou simplement distrait ne peut ignorer, au risque non seulement de froisser et de passer pour un goujat, mais surtout de se priver du plaisir des découvertes et des rencontres avec un peuple attachant.

P.L.

« Comprendre les malgaches » Essai et récits interculturels, de Loïc HERVOUET ; Éditions Riveneuves, 85 rue de Gergovie 75014 Paris

TROIS CONCERTS EN FAVEUR DE L'APPEL

« Les Egéries »

Concerts et lettres intimes ...

Avec le concours de comédiens sociétaires et pensionnaires de la Comédie Française
Direction artistique Caroline Sageman

23 avril 2017 - 16h
Clara Wieck et Robert Schumann
avec
Didier Sandre
de la Comédie Française
Marie-Josèphe Jude
piano

21 mai 2017 - 16h
Madeleine Pagès et Apollinaire
avec
Eric Génovèse
de la Comédie Française
Caroline Sageman
piano
Maja Bogdanovic
violoncelle
Sarah Jégou-Sageman
violon

18 juin 2017 - 16h
George Sand et Alfred de Musset
avec
Pierre Hancisse
de la Comédie Française
Caroline Sageman
piano
Jérémie Maillard
violoncelle

COLINE EN RÉ
la musique sauve des enfants

Ces trois concerts sont construits autour des correspondances amoureuses de trois couples célèbres : Clara et Robert Schumann, Madeleine Pagès et Apollinaire, George Sand et Alfred de Musset. Des échanges épistolaires, riches d'émotions.

Avant chaque représentation, ces lettres échangées entre ces personnes aux destins si rares seront remises dans leur contexte par Jérôme Bastianelli pour Clara et Robert Schumann, par Jean-Pierre Pagès pour sa tante Madeleine et Apollinaire et par Pierre Hancisse pour George Sand et Alfred de Musset.

La recette de ces 3 concerts est consacrée à 2 programmes de l'appel

Coline en Ré, depuis 2003, s'efforce de rendre la vie meilleure à des enfants en danger en les soignant, en construisant des écoles, en les protégeant.
Nous comptons sur ces trois concerts pour aider à prendre en charge la renutrition de centaines d'enfants à Madagascar et les enfants diabétiques de Pointe-Noire, pour qu'ils ne meurent plus faute de soins.

Pré-réservation par téléphone :
07 61 24 51 48

Billetterie en ligne :
www.weezevent.com/23avril2017
www.weezevent.com/21mai2017
www.weezevent.com/18juin2017

* 28 euros pour 1 concert | 70 euros pour 3 concerts | Possibilité de faire un don avec reçu fiscal et Carré Or

Studio Raspail : 216 Boulevard Raspail, 75014 Paris (métro Raspail)

INFORMATION IMPORTANTE POUR LES DONATEURS

Vos dons et le prélèvement de l'impôt à la source. En 2017, l'impôt sera perçu sur les revenus de 2016. Vous recevrez courant mars 2017, soit par mail, soit par voie postale, le reçu fiscal émis par L'APPEL et qui récapitule les sommes que vous nous avez données en 2016. Certains d'entre vous ont demandé à recevoir un reçu fiscal pour chacun de leurs dons, ils en disposent donc déjà. Ces sommes ouvrent droit à un crédit d'impôt. Rien de changé donc.

En 2018, l'impôt sera prélevé à la source sur les revenus de 2018. L'impôt dû pour les revenus 2017 se trouve annulé, sauf revenus exceptionnels. Le crédit d'impôt sur les dons effectués en 2017 est maintenu et sera pris en compte à la fin de l'été 2018, au moment du solde de l'impôt.

Une date à retenir : notre Assemblée Générale se tiendra le vendredi 9 juin à 18h30, à la Maison des Associations du 19e, 20 rue Édouard Pailleron, 75019 (métro Bolivar)

ÉDITORIAL

Chers amis de L'APPEL,

« *Artisan de l'avenir d'un enfant* », c'est ainsi que notre association se définit. Tout est écrit au masculin, qui, comme chacun sait, l'emporte sur le féminin !

Dans ce numéro, nous allons regarder ce slogan à travers un prisme féminin.

« *Artisan* » ? Cela peut se décliner au féminin : beaucoup de nos porteurs de projets sont des femmes, elles sont même majoritaires parmi ceux qui partent en mission. Et, sur place, les partenaires que nous rencontrons, avec lesquels nous montons nos actions, sont souvent des femmes. Bien sûr, il serait facile, et douloureusement exact, de lister les domaines où les femmes sont infériorisées, victimes. Mais celles que nous vous présentons dans le dossier prennent des initiatives, s'impliquent dans leur communauté.

« *L'avenir d'un enfant* » ? Et s'il s'agissait de l'avenir des filles ? Une petite fille de dix ans aujourd'hui, qui va à l'école, risque souvent de devoir la quitter trop tôt. L'éducation est un bien rare, qu'on réserve aux garçons, les filles aident aux tâches ménagères, se marient tôt, sont mères très tôt. Les conflits, les pénuries, le poids des traditions, le changement climatique, l'insécurité les pénalisent encore davantage. Neuf sur dix d'entre elles vivent dans un pays en développement et deux sur dix dans les pays les plus pauvres, qui sont aussi les plus jeunes.

Promouvoir la scolarité des filles n'est pas vouloir transposer partout la culture occidentale, ce n'est pas une question d'idéologie, mais une approche pragmatique du développement : cette petite fille de dix ans fait partie de la génération qui sera adulte en 2030, année où l'on tirera le bilan des Objectifs du Développement Durable. Mieux éduquée, en meilleure santé, elle développera son autonomie. Ses enfants, comme la société dans laquelle elle vivra, en seront bénéficiaires.

Un regard pragmatique sur le développement, c'est bien, mais dans l'action de L'APPEL, il faut ajouter la générosité, l'écoute, le partage… et au bout de tout ça, un avenir meilleur.

Tout ceci se fait grâce à vous, merci de votre fidélité. Pensez quelquefois à cette petite fille de dix ans… la manière dont nous la soutiendrons changera le visage du monde de 2030.

Et maintenant, place aux femmes…

Madeleine Le Moullec
Présidente de L'APPEL

L'APPEL est une association de solidarité internationale non confessionnelle qui mène depuis bientôt 50 ans des actions en faveur des enfants et de leur communauté dans :

- trois domaines : la santé, l'éducation et l'accès à l'eau/conditions de vie
- dix pays: Burkina Faso, Congo Brazzaville, Haïti, Madagascar, Pérou, Rwanda, El Salvador, Tchad, Togo, Vietnam.

L'association réalise des projets de développement grâce à une centaine de professionnels bénévoles (médecins, personnels de santé, enseignants, ingénieurs, travailleurs sociaux…), permettant que l'essentiel des dons parvienne aux enfants. Répondant aux problèmes précis soulevés par ses partenaires locaux, L'APPEL met l'accent sur la proximité *sur le terrain*, grâce à des programmes évolutifs et adaptés, au plus près des enjeux et des réalités. *Mais aussi avec ses donateurs*, car donner, c'est accorder sa confiance, permettre un progrès, un développement.

L'APPEL est une association à l'écoute des enfants, des familles et des donateurs. Chaque enfant reçoit, les soins et l'attention qui lui sont nécessaires pour grandir *parce que chaque enfant est unique*.

L'inégalité entre hommes et femmes dans tous les domaines est facteur de pauvreté, pour les femmes, mais aussi pour l'ensemble de la société où elles vivent. Cette vérité est internationalement reconnue depuis 1979 : une convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, proposée par l'ONU, a été ratifiée par 186 pays sur 197.

Les Objectifs du Millénaire puis les Objectifs du Développement Durable* placent l'égalité femmes-hommes comme un axe essentiel de la lutte pour la réduction de la pauvreté. Ce qui ne veut pas dire que les hommes doivent rester à l'écart des actions de développement qui répondraient d'abord aux besoins des femmes, bien au contraire. Si, au premier abord, les mères paraissent les principales bénéficiaires des sessions consacrées à la nutrition que nous organisons, un père de famille associé au projet sera conscient de l'importance de son rôle pour protéger sa santé, celle de sa femme et de ses enfants. *(cf. l'article « Education nutritionnelle » page 5)*

Le développement durable s'appuie sur des changements de mentalité qui prennent du temps et ne sont pas linéaires comme il en est aussi dans les sociétés occidentales. Dans celles de nos partenaires, les rôles respectifs des hommes et des femmes sont définis traditionnellement et les projets qui peuvent les remettre en question entraînent des réticences à l'intérieur des familles ou des communautés. L'article sur le travail d'autonomisation des femmes *(cf. page 11)* montre comment l'accès des jeunes filles à l'éducation secondaire conduit les communautés intéressées à repenser la répartition des rôles dans le couple.

Quelle parité Femmes/ Hommes dans les pays dans lesquels nous intervenons ?

Prenons le cas du Tchad : pourquoi favoriser l'éducation des filles dans ce pays ? Selon le rapport 2016 du Forum économique mondial consacré à la parité femmes/ hommes, le Tchad, un des pays les plus pauvres, se classe au 140e rang sur 144 pays pour la parité globale. Dans le domaine éducatif, il est même le dernier avec un score de 0.62 (l'égalité complète filles/garçons donne un score égal à un ; il faudrait presque scolariser deux fois plus de filles pour parvenir à la parité éducative).

Ce score en matière d'éducation est particulièrement faible puisque celui du Burkina Faso, classé au 136e rang, à peine 8 rangs plus haut, est de 0,81. Madagascar et le Rwanda qui ont un score de 0.96, soit une égalité presque complète, occupent la 101e et la 110e place.

Le Rwanda occupe le meilleur rang, le 5e sur 144 pays, pour la parité globale: dans ce pays les femmes disposent pratiquement des mêmes opportunités économiques et surtout d'une importante représentation politique. C'est une garantie de développement économique, alors qu'un pays qui est aussi loin de la parité éducative que le Tchad, ou dans une moindre mesure le Burkina Faso, compromet dès maintenant ses chances de développement ultérieur.

Le premier levier du développement est l'éducation : si les petites filles vont à l'école autant que les garçons, elles envisagent aussi des activités professionnelles, elles seront mères moins jeunes, éduqueront leurs enfants différemment, elles sauront mieux assurer leur santé, y compris la santé reproductive. Plus confiantes en elles, les filles peuvent prendre la parole dans la sphère publique et même à la radio : au Salvador, nous soutenons des adolescentes et adolescents qui communiquent, grâce à une radio locale, sur un thème brûlant, celui des grossesses trop précoces *(cf. page 14)*.

Nos actions concernent aussi les femmes adultes. Il faut répondre à leurs besoins : un toit, de l'eau propre, car ce sont elles qui marchent sur de longues distances, bidons sur la tête. Il faut aussi les aider à jouer pleinement leur rôle, par l'alphabétisation par exemple, comme le fait la MJCA de Ouagadougou. *(cf. page 15)* On voit des femmes qui transforment un village comme à Koumogo, qui transmettent à d'autres leurs connaissances en nutrition et hygiène. *(cf. page 10)*

Ces actions sont modestes mais leur bénéfice est très rapidement évident, les femmes en retirent une plus grande confiance en elles et les hommes comme les autorités locales reconnaissent ces progrès et s'associent à ces transformations. Une société est en marche, la parité avance. Les femmes que nous rencontrons dans nos actions ne sont pas les bénéficiaires passives d'actions mises en place par d'autres, mais de véritables partenaires, qui détiennent les clés des changements profonds de leur environnement.

M.L.M.

** L'APPEL n° 160 Mars 2016*

MADAGASCAR

Éducation nutritionnelle : éducation maternelle ou parentale ?

Les Nutricartes®, méthode d'éducation nutritionnelle développée par l'APPEL, sont utilisées depuis dix ans à Madagascar. Notre partenaire malgache à Antananarivo, l'association Miray, est dirigée par Mme le docteur Voahangy Rajaobelina. L'équipe est composée de quatre sages-femmes et de quatre assistants nutritionnels dont un seul homme. Une fois par semaine, pendant cinq semaines, une sage-femme et une assistante nutritionnelle prennent en charge un groupe de dix à douze mères dont l'enfant de moins de 5 ans est dénutri. Elles vont y acquérir les bases d'une alimentation équilibrée.

Pour le dépistage des enfants dénutris les mères viennent avec leur enfant qui est pesé et mesuré. Il est exceptionnel que l'accompagnement soit fait par les pères. Si la maman ne peut pas quitter son travail c'est la grand-mère maternelle qui vient. Par la suite, lors des séances hebdomadaires, les mères sont pratiquement toujours présentes. En cas d'impossibilité, c'est le plus souvent la grand-mère ou la grande sœur qui les remplacent. La présence paternelle est plus fréquente à la campagne car les pères sont dans le village où l'équipe intervient et ils peuvent plus facilement quitter leur champ pour deux heures.

Une question importante : le budget

A partir de la troisième ou quatrième séance d'éducation, les questions de budget familial sont abordées : prix des aliments sur le marché en ville et à la campagne, quelles sortes de légumes sont cultivées dans le potager familial. Dans le jeu Nutricartes® des cartes représentent aussi l'alcool, les jeux de hasard, les cartes de téléphone portable, les bonbons…

Nous pouvons ainsi aborder les économies éventuellement réalisables en diminuant ces types de dépenses sans nuire à l'alimentation équilibrée des enfants. Un soutien important des mères est nécessaire car elles devront avoir l'agrément des pères pour réaliser ces économies. Mais il n'est pas rare de voir alors un ou deux pères remplacer leur femme.

Dans les villages agricoles, les mères doivent essayer d'obtenir des pères un jardin potager qui fournira les aliments nécessaires sans mettre en danger le budget familial qui repose sur la vente des récoltes. Dans cette discussion les associations agricoles locales que nous avons rencontrées sont d'un grand soutien.

Des effets induits

A ces séances d'éducation nutritionnelle sont associées lors d'une session une éducation à l'hygiène et un enseignement sur les méthodes contraceptives. Ce programme global aboutit à une amélioration de la santé des enfants, de leur développement psychoaffectif. Les mères se sentent alors sereines et tranquillisées. Cette sérénité maternelle associée à la reprise de poids de leur enfant, diminue les tensions intra-familiales. Le père voit aussi que cette éducation maternelle a une influence positive sur la diminution des dépenses alimentaires et celles de santé du fait des moindres consultations médicales. Cette reconnaissance paternelle du rôle important de l'éducation chez les mères est un encouragement pour elles à poursuivre l'apprentissage dans les domaines de l'alimentation, de l'hygiène et de la gestion du budget familial.

Paul Sanyas

l'appel Ile-de-France

HAÏTI **Témoignage**

Y a-t-il des **problèmes de « genre »** en Haïti ?

Quand le sujet du genre dans les pays où nous intervenons a été évoqué, j'avais l'impression qu'Haïti était peut- être un peu en avance sur d'autres pays en développement. Mais en travaillant la question j'ai dû déchanter. Le genre est un concept utilisé en sciences sociales pour désigner les différences non biologiques (sociales, psychologiques, mentales, économiques, démographiques, politiques) entre les femmes et les hommes. Il se distingue également de l'orientation sexuelle.

Le système familial haïtien est à la fois matrilinéaire et patrilinéaire, ou ambilinéaire*, mais l'affranchissement des femmes par le divorce, l'alphabétisation et l'indépendance économique croissants, contribue à renforcer le biais matrilinéaire, avec plus de familles monoparentales et plus de familles nucléaires, en comparaison avec la grande famille patrilinéaire des Yorubas d'Afrique de qui beaucoup d'Haïtiens descendent.

En Haïti, dans la petite enfance, fille et garçon vivent ainsi dans un univers asexué. La différenciation sexuelle ne débute que vers l'âge de 6/7 ans qui viendra ainsi séparer l'univers féminin de la sphère masculine. La jeune fille devra alors se comporter en « fille » comme le suggère la répartition des tâches dans la maison et dans la société. En règle générale le garçon aidera dans les tâches qui s'orientent vers l'extérieur, dans le travail des champs ou d'autres activités en dehors de la maison. La fille tâchera de suivre les traces de sa mère dans la sphère de l'intime, domaine éminemment privé. Il s'agit là d'une logique sociale qui fait écho à une pratique familiale qui confirme cette division du dedans et du dehors.

Ainsi, les rapports de genre en Haïti sont fortement marqués par les inégalités et les contraintes économiques dans une culture patriarcale qui assigne des fonctions différentes aux hommes et aux femmes.

Il y a toute une panoplie de règles implicites et explicites qui définissent socialement le rôle et place des conjoints en Haïti. Elles impliquent un ensemble de comportements et d'attentes mutuelles qui se construit aussi bien dans l'espace interne de la maison qu'en dehors de celle-ci. Des rôles sont attendus au sein de la relation homme-femme. L'homme doit normalement, s'occuper financièrement de sa compagne, défendre son foyer et veiller à l'éducation de ses enfants. Ces responsabilités se définissent cependant en fonction de ses moyens économiques et du type d'union qu'il a avec sa compagne régulière ou passagère. En effet, si le conjoint dispose d'une certaine autorité dans sa famille, c'est en contrepartie des devoirs qu'il remplit vis-à-vis des siens. La fidélité est imposée à la femme pour autant que le conjoint assume ses obligations et ses responsabilités envers elle.

La femme est surtout présente dans la société civile…

Néanmoins, la femme en Haïti a aussi un certain pouvoir qui s'inscrit plutôt dans la sphère de l'intime et dans l'espace privé. En effet, plus de la moitié des ménages sont dirigés par des femmes avec une prédominance dans l'aire métropolitaine. Elles ont, autant que les hommes, l'obligation d'investir la rue pour élever et prendre soin de la famille. C'est surtout dans l'espace politique que la présence des femmes est moins visible. On note toutefois un investissement politique des femmes à travers des organisations et des mouvements sociaux à caractère politique et revendicatif.

Mme T. professeur dans le secondaire, fait chaque jour 2h aller-retour pour aller à l'école préparer son bac. Elle est mère et grand-mère. Elle fait partie de la fanfare où elle joue de la clarinette…

…mais peine à accéder aux niveaux de décision

Les Nations Unies en Haïti encouragent les actions de la société civile et du gouvernement destinées à garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique. Cependant Haïti reste l'un des six pays au monde dont les deux Chambres parlementaires n'ont pas de représentation féminine, alors que la Constitution Haïtienne de 1987 établit le principe d'un quota d'au moins 30%. Pourtant, en 1989, le premier congrès des femmes paysannes en Haïti voit le jour, étape importante qui entérine la création du mouvement des femmes au sein du Mouvement Paysan Papaye (MPP) qui fait office de précurseur en ce qui concerne l'intégration des femmes, avant même que l'égalité homme-femme ne devienne une priorité pour nombre de pays dans le monde. En 2014, la parité au sein du MPP permet l'existence d'« espaces » d'action propres aux femmes, en matière économique notamment, à travers

** Emmanuel Todd in L'Enfance du Monde*

Mme R, adjointe au maire de sa commune, épouse d'un directeur d'école très actif, est présente sur tous les fronts. Elle préside une association de femmes destinée à leur éducation. Elle attrape tout ce qui passe devant elle : les Nutricartes® par exemple. Elle s'est débrouillée pour trouver une infirmière qui la forme.

la création de groupements de femmes ou le soutien à des initiatives individuelles. La parité a créé des espaces de débat où le problème de l'équité de genre est publiquement posé, y compris hors du MPP.

Dans l'éducation, l'ONU encourage les efforts d´Haïti pour avancer dans l'accès égalitaire des filles à l'éducation et des femmes à l'enseignement, dans l'éducation formelle et non formelle. Dans l'enseignement primaire et secondaire on note une parité des sexes depuis 2000. Au niveau secondaire, la scolarisation des filles dépasse celle des garçons. Cependant, l'inégalité devient plus évidente pour les personnes ayant atteint des études supérieures (6,1% pour les femmes de 35 à 39 ans, contre 11,8% pour les hommes). Le niveau d'éducation supérieure faible qui affecte les femmes de manière prédominante explique leur entrée précoce et sans qualification sur le marché du travail.

Qu'en est-il dans la vraie vie ?

Dans ce pays où l'Etat fait bien peu, les problèmes de genre ne sont pas les plus graves. En effet, quand on se promène en Haïti on est tout de même frappé par la liberté vestimentaire des femmes de tous âges. Dans ce pays à majorité chrétienne (catholiques, protestants, mais aussi adventistes, évangélistes, etc.), pas d'interdit de ce type. Les hommes regardent les femmes librement. On observe volontiers des comportements de séduction très naturels et qui ne choquent personne.

Dans les écoles de La Tortue nous voyons autant de filles que de garçons en préscolaire, primaire et secondaire. Quand les enfants ne vont pas à l'école pour aider leur mère dans certaines tâches, filles et garçons sont sollicités, par exemple pour aller chercher de l'eau. Les professeurs sont à peu près par moitié hommes et femmes.
Les études supérieures concernent très peu de jeunes Tortuguais, faute de moyens.

Mme G. est directrice d'école, présidente d'une association de femmes, va à l'école l'après-midi pour obtenir son bac. Elle est mère de famille. Elle est aussi adjointe au maire.

Nous avons été sollicités dans le milieu où nous travaillons par six filles pour des études d'Infirmière, un garçon et une fille pour médecine, une fille pour des études de gestion.

En classe de philo adulte (rattrapage pour les professeurs) il y a 39 hommes et 37 femmes : parité parfaite. Par contre à l'Université en Sciences de l'Education, sur la Grande Ile, (c'est ce qu'il y a de plus simple géographiquement, ils y vont le week-end après une semaine de travail comme professeurs dans leurs écoles respectives), la parité n'est plus respectée : 88 hommes et 22 femmes. Elles ne peuvent s'absenter en abandonnant enfants et maison…

Je n'ai pas eu l'occasion de parler contraception mais à La Tortue comme partout dans le monde ce sont les moins instruits, les plus pauvres qui ont beaucoup d'enfants : leur seule richesse… A La Tortue, on voit des gens dans les champs mais pratiquement pas de femmes.

De façon plus générale, le lien entre l'accroissement de la présence des femmes parmi les élus et la défense des intérêts des femmes est mis en évidence. C'est pourquoi, il est avancé qu'une meilleure représentativité des femmes est synonyme de meilleure gouvernance. C'est évident en matière de besoins essentiels : ce sont les femmes qui vont chercher l'eau et qui font environ 2h30 par jour de marche à La Tortue. Ce sont toujours les femmes qui réclament la construction d'une citerne d'eau de pluie pour leur maison.

Après ce survol des problèmes de genre je voudrais vous présenter quelques vignettes concernant des femmes que j'ai rencontrées et qui sont devenues des amies sur l'Ile de La Tortue. J'ai changé leurs noms mais elles peuvent être fières de se reconnaître !

En conclusion, oui il y a des problèmes de genre en Haïti. La misère et la dépendance économique des femmes les accentuent par rapport à ceux des pays développés. Mais c'est un problème international, qui progresse doucement et, en Haïti, il a pour ainsi dire une « couleur locale » assez déconcertante.

Sophie Lemerle
avec Mirvine Marcelin

l'appel
Ile-de-France

Mme S, 40 ans, habite au bord de la mer, dans un petit village sans électricité, sans eau courante. Elle est institutrice en maternelle dans l'école que dirige son mari. Elle est mère de 3 enfants Elle a perdu une petite fille de 2 ans de drépanocytose. Elle se bat pour essayer de faire survivre son dernier enfant qui est drépanocytaire également. Toutes les six semaines elle part en bateau collectif (le moins cher) faire examiner et transfuser son enfant sur la grande ile d'Haïti. Elle paye la consultation, les examens de sang et la transfusion. Quelque fois elle doit aller chercher le sang dans une autre ville elle-même. Pour pouvoir honorer ce programme, le mari emprunte de l'argent…

TCHAD

Hommes et femmes du Sahel se **partagent les rôles**

Le Guera, région sahélienne située au centre du Tchad, est fortement touchée par la ce qui se passe dans la vie quotidienne de cette population, la nutrition se situant attention comment fonctionnent les relations humaines et sociales. Nous partageons respectifs des hommes et des femmes.

®Hervé Vincent

Liliane, seule femme pendant une formation des superviseurs

®Hervé Vincent

Superviseur en train de former des volontaires à la méthode des Nutricartes®

Ce sont tout d'abord les intervenants en nutrition avec lesquels nous avons travaillé qui nous ont fait part de témoignages :

- Si un enfant est malnutri, c'est généralement sa maman qui l'amène au Centre de Santé, mais s'il est malade il faut l'autorisation du mari pour le conduire à l'hôpital.
- Dans cette région où la polygamie est encore très fréquente, les femmes se sentent en concurrence par rapport au mari. C'est à qui lui préparera le meilleur repas…et les enfants risquent de n'avoir que les restes.
- Chaque femme s'occupe de nourrir ses enfants. Les enfants mangent tous dans le même plat, le plus petit risque d'être doublé par les plus grands et de ne pas avoir une part suffisante.

Dans la vie quotidienne

Nous avons approché des familles d'un village en vue de faire un reportage sur la manière dont des parents se débrouillent pour nourrir leurs enfants. Nous avons surtout rencontré des mamans.

Ce sont elles qui vont chercher l'eau et le bois pour le feu, parfois très loin. Ce sont bien entendu elles qui vont au marché et cuisinent pour la famille. Elles participent aussi aux travaux des champs, notamment pour le vannage des grains de céréales, mais les sacs seront remplis et comptés par les hommes. Lorsqu'il y a suffisamment de mil en réserve à la maison elles n'ont qu'à acheter de quoi faire la « sauce » mais si l'argent manque ce sera avec des feuilles ramassées en brousse.

Nous étions là-bas en saison sèche. Nous avons vu peu d'hommes en âge de travailler. On nous a expliqué que beaucoup sont partis chercher du travail à Ndjaména la capitale. Ils reviendront pour les labours au début de la saison des pluies mais c'est rare qu'ils envoient de l'argent à leurs femmes. L'alcool est un fléau, vécu à découvert chez les chrétiens, plus caché chez certains musulmans. Il faut dire que la fabrication de l'alcool local à partir du mil est une bonne source de revenus pour certaines femmes…

Hormis les travaux agricoles où hommes et femmes sont dans le même champ, les activités quotidiennes se font séparément. Si vous entrez dans une concession (cour d'habitation) aux heures chaudes de la journée vous verrez les hommes assis à l'ombre d'un côté, sur des sièges plus ou moins sophistiqués, et les femmes dans un autre coin de la concession assises ensemble avec les enfants sur une natte. A l'heure du repas, les hommes mangent ensemble, partageant ce que les épouses ont apporté, ensuite chaque femme mange avec ses enfants.

La création de jardins potagers pour varier l'alimentation est encouragée notamment par les ONG. En général plusieurs personnes se regroupent, même si chacune a ses propres cultures mais la clôture est commune pour se protéger notamment des animaux errants. Certains jardins sont gérés par des hommes, d'autres par des femmes.

malnutrition infantile. Travailler dans le domaine de la nutrition nous a incités à voir au carrefour de la santé, du social et de la culture. Nous avons donc observé avec ici avec vous certaines de nos réflexions ayant trait à la question des rôles sociaux

®Hervé Vincent

Marioma volontaire anime une séance de Nutricartes® avec des mamans et leur enfants

®Hervé Vincent

Récolte des feuilles pour la sauce en brousse

Les agents de santé sont en majorité des hommes

Les représentants des autorités et les agents de santé sont presque toujours des hommes (ils sont très majoritaires dans la fonction publique tchadienne).

L'ONG avec laquelle nous travaillons a le souci du « genre » et se préoccupe de recruter les gens selon leur compétence et non leur sexe. Cependant les candidates sont nettement plus rares, notamment pour le métier de superviseur où il s'agit de se rendre en moto dans des centres de santé parfois très éloignés. En 2013 sur douze superviseurs il n'y avait qu'une seule femme, Liliane. Nous l'avions précédemment rencontrée et avions apprécié son dynamisme et son intégration dans l'équipe de superviseurs. Mais elle n'a pas pu rester : on nous a dit qu'elle avait trouvé un poste (elle était infirmière) dans sa région d'origine au sud du Tchad mais on a ajouté que son mari ne souhaitait pas qu'elle continue et aussi que les trajets en moto étaient dangereux pour elle notamment en cas de panne. Depuis l'équipe reste masculine. Cependant nous avons vu à plusieurs reprises combien ces hommes sont tendres et délicats avec les enfants lorsqu'ils s'occupent de les peser ou de les mesurer et le respect avec lequel ils s'adressent aux mamans.

Nous avons accompagné ces superviseurs pendant trois ans pour qu'ils s'approprient et mettent en œuvre la démarche d'éducation nutritionnelle avec les Nutricartes® de L'APPEL. Notre pédagogie, basée sur la valorisation et le renforcement des connaissances des mères, demande que l'animateur soit au même niveau que les participantes et non pas au-dessus, comme c'est l'usage dans l'enseignement traditionnel. Au Tchad les groupes de femmes se réunissent assises par terre sur une natte. Les superviseurs, un peu surpris au début, ont accepté de s'y asseoir avec les femmes le temps des séances de Nutricartes®. Leur coordonnateur a observé qu'ils établissaient de bonnes relations avec les femmes au fil des quatre séances d'éducation nutritionnelle passées ensemble.

Ils avaient pour mission de diffuser cette pratique d'éducation nutritionnelle dans les Centres de santé ou ils intervenaient en formant les « volontaires » (sorte d'agents de santé communautaire). Il y a plusieurs volontaires issus des villages proches dans chaque centre de santé. Ce sont souvent des hommes, parfois des femmes, quelques équipes sont mixtes. Ils se sont approprié la démarche et l'utilisent maintenant avec des groupes de mères au centre de santé ou dans les villages, ce qui évite aux mères des trajets parfois longs. Nous avons rencontré Marioma, une volontaire dynamique qui animait des séances de Nutricartes® avec des femmes du quartier le soir après son travail au centre de santé. Elle connait tout le monde dans son village et c'est grâce à elle que nous avons pu réaliser notre reportage dans les familles pour le livre « Femmes du Sahel, rebattre les cartes de la nutrition »*.

Anne Vincent

l'appel Durance

** Livre à commander auprès de L'APPEL-DURANCE : appel.durance@gmail.com ou La Farelle Route de Marseille 84160 Cadenet au prix de 18 € plus port éventuel*

TCHAD

Les femmes de Koumogo : **moteur de développement durable**

Formation à la méthode des Nutricartes®

Koumogo est un village de brousse situé à deux heures de piste de la ville la plus proche. Les conditions de vie y ont toujours été difficiles : enclavé en saison pluvieuse, avec un accès quasi impossible à la ville durant cette période; échanges et commerces à l'arrêt; manque d'infrastructures que ce soient des routes goudronnées ou un nombre suffisant d'enseignants dans les écoles. Difficile de se projeter dans l'avenir lorsqu'on se sent abandonné par l'Etat.

Cependant, les femmes du Groupement Féminin de Koumogo ont décidé de prendre les choses en main. Face aux mauvaises conditions d'apprentissage des enfants dans des classes très surchargées, (plus de 100 élèves), où ils ne parlaient même pas le français (leur langue maternelle est le Sara alors que le français est la langue d'apprentissage), elles ont créé un jardin d'enfants en 2006. Ainsi, dès l'âge de 4 ou 5 ans, les plus petits ont commencé à apprendre le français. Le nombre d'élèves à été limité à 50 par classe. Année après année, et avec le soutien constant de L'APPEL, elles ont ajouté des classes et trouvé des enseignants restés fidèles. Aujourd'hui, après plus de dix ans d'existence, l'école offre un cycle complet du primaire plus 2 classes de collège et toutes les classes sont abritées dans des bâtiments en briques*.

Grâce à cette initiative des femmes, tous, y compris les familles et les autorités du village, s'accordent pour dire que l'école a dynamisé le village: les familles et leurs enfants se projettent plus dans le futur et un nombre assez significatif de ces enfants de brousse sont actuellement inscrits à l'université !

Le Groupement Féminin donc, déjà moteur de développement durable par l'accès à une meilleure éducation, s'est aujourd'hui saisi d'un nouveau projet de développement : l'amélioration de la nutrition infantile à travers l'éducation à la nutrition avec la méthode Nutricartes®. L'objectif de ce projet est de réduire la malnutrition chronique, un fléau pour la population tchadienne, dont souffrent deux enfants sur cinq.

En janvier 2017, le Groupement Féminin a sélectionné dix femmes destinées à être de futures formatrices pour suivre une formation d'éducation à la Nutrition avec la méthode Nutricartes®. L'APPEL, qui a dispensé cette formation, a constaté que ces femmes ont toutes assidument suivi et parfaitement compris l'utilisation du jeu. Et avec quel enthousiasme ! Elles ont vite intégré le concept des catégories d'aliments et des portions nécessaires à un repas équilibré et, après quelques difficultés - suivies d'une adhésion surprenante - le principe de budget. Elles ont su comment faire de petites économies pour les jours difficiles en période de soudure, en utilisant des aliments qu'elles avaient en réserve et mettant de côté les sommes qu'elles n'avaient pas eu à dépenser grâce à ce stock. L'idée qu'elles pouvaient proposer une nourriture équilibrée à leurs familles en utilisant des aliments locaux les a également beaucoup rassurées et encouragées.

Convaincues de l'intérêt de ce nouveau projet, elles ont organisé des formations dès la semaine qui a suivi leur propre formation. Cette année, le 30 janvier et le 6 février, cent femmes du village ont reçu une formation en nutrition avec le jeu Nutricartes®. Les organisatrices n'ont rencontré aucune difficulté pour recruter des candidats. Chaque groupe est constitué de dix apprenants et deux formatrices. Trois formations additionnelles sont programmées d'ici la mi-mars. Les résultats de participation sont excellents et le projet, prévu pour une durée de trois ans, semble être une vraie réussite. On peut espérer que la route est tracée vers la réduction, sinon l'éradication, de la malnutrition dans le village.

Bravo aux femmes !

Marcelle Brown Scheidig

l'appel Ile-de-France

Les femmes du Groupement Féminin de Koumogo

** cf. L'APPEL nos 147, 152, 156, 158 et 160*

TCHAD

L'autonomisation des femmes, c'est aussi une affaire d'hommes

Au travers de la question de la scolarisation des filles émergent de grands défis relatifs à la situation de la femme dans la société tchadienne. Ainsi, l'an dernier lors du colloque initié sur ce thème par L'APPEL nous avions pointé, (parmi d'autres défis), les questions du mariage précoce et de la dot.

Les chefs d'établissement qui ont alors participé au colloque ont tenu parole quant à la principale mesure envisagée. En effet, celle-ci visait à initier des séances de sensibilisation à l'éducation à la vie affective pour les garçons et les filles réunis ensemble. Ainsi, Mr Sylvain Kalangkao, proviseur du collège Foi et Développement de Deressia, témoigne : « En concertation avec mon équipe pédagogique, j'ai offert à un enseignant français de suivre un stage à Moundou au Centre de formation à l'Education à la Vie et à L'Amour. Depuis la rentrée scolaire, nous avons également commencé des rencontres dans chaque classe de la 6éme à la 3éme. Des séances où les élèves sont invités à dialoguer sur des thématiques telles que « maîtrise de soi », « le respect du corps », « la relation à l'autre sexe », mais aussi « que veut dire chercher à s'autonomiser dans un couple ? ».

Un autre défi soulevé lors du colloque était la question de la dot. Cette coutume est désormais déviée de son sens historique premier à savoir une garantie de la parole donnée entre familles. En fait le montant de la dot augmente de plus en plus : au début une chèvre symbolique suffisait et puis de 60 000 il y a quarante ans elle est passée à 200 000 Cfa aujourd'hui et, en conséquence, les hommes s'appauvrissent terriblement au moment du mariage. Or, certaines femmes contribuent à cette augmentation car elles se sentent valorisées (sic…) pour une fois dans leur vie, si difficile dans ce pays ! Aussi, il devient urgent de réfléchir ensemble, hommes et femmes, sur ce qui relève à la fois d'une instrumentalisation des petites filles et est un obstacle majeur à l'instruction des filles les empêchant d'accéder à une véritable autonomisation. Plusieurs chefs d'établissement, des parents d'élèves, mais aussi des femmes membres de coopératives mixtes ont déjà accepté le soutien de L'APPEL pour organiser une table ronde sur ce thème lors de la semaine internationale de la femme. La thématique envisagée : « Quelle participation des hommes dans le travail d'autonomisation des femmes ? » au travers de réflexions théoriques comme le projet de légalisation du mariage coutumier et de témoignages sur des initiatives économiques locales jouant la carte de la mixité.

Geneviève Saux*

l'appel
Ile-de-France

**en mission à Deressia de janvier à fin mars 2017*

PÉROU

L'augmentation de l'exploitation sexuelle et de la traite des
un désastre collatéral à la construction de la Transocéa

La législation péruvienne est très protectrice des droits des enfants et adolescents. rangent, balaient au vu et au su de tout le monde. Ils et elles travaillent dans les villes, bien des situations leur travail permet à leurs familles ou bien à eux-mêmes d'accéder scolarité. Leur force de travail, leur soif d'apprentissage, leurs expériences, leur faculté

Exploitation aurifère illégale dans la zone amazonienne

Entrées de bars dans un bidonville au bord de la transocéanique

La Transocéanique, route reliant depuis 2008 la côte atlantique brésilienne à la côte pacifique péruvienne en traversant de part en part la forêt amazonienne, a été construite pour favoriser le développement économique, grâce au transit de marchandises avec l'Asie. Elle devait aussi répondre au manque d'infrastructures des territoires enclavés d'Amazonie. Aujourd'hui, le constat est amer pour les populations locales : outre les scandales de corruption autour de sa réalisation, la Transocéanique cumule les impacts négatifs.

Tout d'abord son impact économique est mitigé alors que son coût est exorbitant : 1,3 milliard de dollars côté Pérou. Au niveau environnemental elle a engendré l'augmentation dramatique de la déforestation du joyau amazonien en facilitant le commerce illégal du bois, l'acheminement vers les grandes villes de produits issus de l'agriculture sur brûlis, de la chasse illicite ou de la surpêche à la dynamite, de la culture de la coca pour transformation en cocaïne, ainsi que l'extraction minière légale et illégale, avec la pollution irréversible des rivières au mercure. Au niveau social, la spéculation foncière et le vol de terres aux populations autochtones ont abouti à des déplacements de communautés et à de nouveaux conflits. Autour de ces zones et le long de la route se sont développés des bidonvilles insalubres. Celles et ceux qui n'ont pas d'économies à investir dans un commerce lucratif de bois ou d'or, se retrouvent à travailler dans des conditions d'asservissement, cherchant eux-mêmes à pouvoir rassembler assez d'argent pour financer l'acquisition des outils et machines pour récolter l'or. Et pour le malheur de la zone, de l'or il y en a partout sous forme de paillettes. Pour qu'il s'agglomère, il faut 2,5 g de mercure pour extraire 1 g d'or…

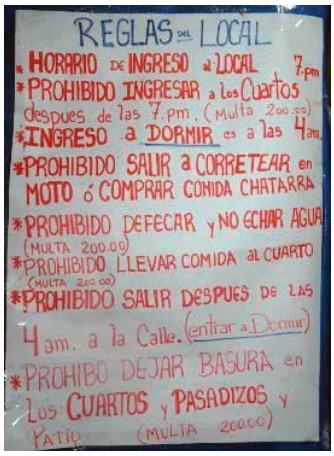
Dans ce contexte, la docilité, l'énergie et parfois l'isolement des enfants et adolescents travailleurs en font des cibles. Suivant leur sexe, les dangers sont différents : aux garçons l'exploitation dans l'extraction illégale du bois et l'or, aux filles l'exploitation sexuelle. Attirées par des offres d'emploi bien rémunérées de cuisinières, aides domestiques, serveuses, ces dernières sont dupées par des annonces ou des promesses de proches. Elles croient être recrutées dans un emploi qui leur permettra d'être autonomes puis sont ensuite le plus souvent éloignées de leur lieu de vie afin qu'elles ne puissent solliciter l'aide de personne.

Par le biais de tout un système de règles, d'amendes ou encore d'addiction à l'alcool ou autres drogues, mis en place par les propriétaires des bars où elles sont vendues, ces jeunes filles et jeunes femmes ont peur des représailles si elles partent et honte de rentrer chez elles. Logées et nourries sommairement sur place, *(cf. photo : les amendes infligées si elles ne respectent pas les « règles », 200 soles = environ 50 €. Elles ne peuvent aller dormir avant 4h du matin, il leur est interdit de sortir se promener en moto (comprendre avec un homme puisqu'elles n'ont pas de moto), de manger dans leur chambre ou d'oublier de tirer la chasse d'eau des toilettes).* Autant d'excuses pour s'assurer de leur endettement vis-à-vis des propriétaires des lieux.

Ces bars d'exploitation sexuelle ont prospéré lors de la construction de la route avec les cantines et les motels, se déplaçant pour suivre la population masculine des ouvriers. Avec le développement de l'orpaillage et des trafics de bois ou d'essence, les bidonvilles

jeunes filles et adolescentes péruviennes, **nique**

Pourtant, les moins de 16 ans vendent, portent, servent, chantent, cirent, nettoient, plient, dans les zones rurales, sur la côte, dans la cordillère des Andes et en Amazonie. Dans aux produits de première nécessité, aux soins, au logement, aux transports et à la à solliciter un réseau de proches sont des remparts à l'extrême pauvreté.



Amendes à destination des jeunes filles

Un lieu d'accueil et d'hébergement pour les mineurs

restent et beaucoup de jeunes filles victimes de l'exploitation sexuelle sont devenues, après la vingtaine, propriétaires de bars, faisant venir de nouvelles jeunes filles dans leurs établissements.

Créée en 1998 par deux sociologues, l'association Huarayo se positionne sur les thèmes des droits de l'enfance et de la protection de l'environnement autour des exploitations aurifères de la région de Madre de Dios. Grâce à leur investissement, un CAR (Centro de Atención Residencial), lieu d'accueil et d'hébergement pour les mineurs en situation de vulnérabilité, a été créé en partenariat avec l'Etat, spécifiquement pour les jeunes filles de 9 et 17 ans, victimes des réseaux de prostitution et donc de viols et d'agressions sexuelles répétés. Ces jeunes filles sont confiées par décision du procureur après de très rares descentes policières.

Elles y reprennent confiance en elles, sont entourées d'éducatrices et d'une psychologue pour mettre des mots sur leur situation, sur ce qu'elles ont vécu, sur la trahison de leurs proches ou des personnes qu'elles ont rencontrées. On les aide à se reconnecter avec leur culture, leur village et reconstruire des liens avec leur famille ou toute personne ressource de leur entourage qui accepte de les soutenir.

Forte de cette expérience, l'association a été mandatée par l'Etat pour proposer une méthodologie et des préconisations pour que d'autres centres d'accueil ouvrent. Cela veut dire former éducateurs, travailleurs sociaux, policiers et juges, à prendre en compte les spécificités de ces situations d'exploitation sexuelle.

L'association souhaite mettre en place une campagne d'information sur les conditions de vie dans ces zones de non droit et du danger des fausses annonces de travail. Ce serait aussi l'occasion de lutter pour les droits des femmes et des jeunes filles. L'augmentation de la prostitution infantile allant de pair avec une sexualisation précoce du corps des filles, un comportement des hommes dans la rue qui se dégrade et une impunité des agressions sexuelles.

Voilà quelques unes des informations collectées par deux bénévoles de L'APPEL qui ont réalisé une mission exploratoire afin de rencontrer les responsables de Huarayo en novembre 2016. Elles souhaitent mettre en place dès 2017 un projet en soutien aux actions difficiles et tellement essentielles de cette association. La première action concernerait l'achat de matériel informatique à des fins pédagogiques : des cours d'utilisation et un accès à des formations en ligne. Nous vous tiendrons au courant au fil de l'année de la mise en place de ce nouveau partenariat.

Audrey Chalumeau

l'appel Ile-de-France

EL SALVADOR

L'*empowerement* des filles et des jeunes femmes

Jeune filleule

Avez-vous une bonne traduction ? Je suis preneuse, je la cherche depuis que je traduis des textes de l'espagnol pour lequel c'est *empoderamiento*. Quoi qu'il en soit on comprend le sens : prendre sa vie en main. Nous souhaitons aider les filles, nos filleules et d'autres, à atteindre cet état d'*empowerment.*

Écoliers

Les filles et l'école

Pas de problème pour l'école primaire, elles y vont autant que les garçons ou presque. Nous avons quand même eu une filleule qui n'était pas allée à l'école jusqu'à son parrainage, à l'âge de 12 ans et qui travaillait avec sa famille à coudre des chaussures pour une entreprise salvadorienne. Au fur et à mesure que les enfants avancent en âge et dans les classes, elles y vont moins que leurs frères et s'il advient qu'elles attendent un enfant leur scolarité est presque toujours interrompue.

Les grossesses d'adolescentes

Elles sont hélas fréquentes et nous avons un programme de prévention, grâce à l'éducation et l'information, relayée par une radio communautaire, « Radio Balsamo », où des jeunes parlent aux jeunes.

Les filles et les « maras » (gangs de jeunes violents)

Comme leurs frères et camarades, les jeunes filles sont très affectées par la violence des maras. Si les garçons sont poursuivis et menacés pour être enrôlés dans les gangs, les filles sont harcelées pour être les « fiancées » des *mareros*, parfois menacées de viol ou de mort si elles ne cèdent pas à ces menaces qui ne peuvent pas être prises à la légère. Certaines familles fuient, laissant leur maison et ce qu'elle contient, pour emmener et protéger leur fille. On voit d'autres jeunes femmes, mères d'enfants de *mareros* pour diverses raisons, soit par la force, soit parce qu'elles se croient protégées si elles ont un enfant avec un chef de gang.

Les filles et jeunes femmes et la migration

Les migrants étaient surtout des hommes il y a quelques années, partant vers les Etats Unis (surtout) pour aller travailler et envoyer de l'argent, les *remesas*, à la famille. De plus en plus on voit des familles entières ou des filles ou jeunes femmes, partir soit à l'intérieur du pays, « les déplacés internes », soit à l'étranger : Guatemala, Mexique, Etats Unis. Autant des hommes partent parfois seuls, autant les femmes et les jeunes ont plus recours aux passeurs, « les coyotes ». Elles arrivent (pas toujours), après d'incroyables épreuves : viols, séquestrations, vols, blessures. Il faut vraiment qu'il n'y ait pas d'autre solution tant ces départs sont marqués par la violence.

Comment aider ces jeunes

Il faut les protéger et les familles le font. Tous ces adolescents ont des vies très repliées : accompagnés à l'école, parfois même jusqu'à l'université, ils ne sortent pas de chez eux le reste de la journée, même si la maison est très exigüe. Nous pensons que l'éducation est aussi une arme, celle des filles comme celle des garçons. L'éducation sexuelle bien sûr, mais aussi la lecture, la réflexion. Nous espérons que cette prise de conscience, cet *empoderamiento* des jeunes femmes, contribuera à faire évoluer cette société machiste et à sauver ces filles, trop jeunes mamans, leur futur et leurs enfants à venir.

Violaine Duflo

l'appel Ile-de-France

BURKINA FASO

Histoire de **neuf femmes facilitatrices**

Elles sont neuf : Adjera, Bamago, Chantal, Emilienne, Lucienne, Mariam, Salimata, Zenab et Zenabo. Elles ont bénéficié des cours d'alphabétisation de la MJCA* d'Ouagadougou. Mères de familles du quartier, elles parlent moré et quatre d'entre elles le français. Et pourtant…

Démonstration Nutricartes®

Remise de diplôme

Elles ont participé à une formation à l'éducation nutritionnelle, en janvier 2017, effectuée par Caroline Mignot et Odile Oberlin, de L'APPEL. A égalité avec des hommes et des femmes bien plus diplômés, elles ont suivi une session organisée pour sept associations, dont nos partenaires Dunia-La Vie et Djantoli, afin de maîtriser l'outil Nutricartes®. Il s'agissait de former des formateurs, comme le directeur des programmes de la MJCA et quatre de ses cadres animateurs sociaux, et de préparer nos neuf « facilitatrices » à intervenir sur le terrain très prochainement.

Le groupe de formation en janvier dernier

Le niveau de compétences des participants était donc hétérogène

La traduction a été assurée en alternance par la personne responsable de l'alphabétisation de Dunia et d'autres participants. Cette traduction n'a pas été un frein mais au contraire a permis de prendre du temps pour se familiariser avec les messages délivrés, chacun des participants les réentendant dans sa propre langue. En ce qui concerne l'écrit, une dizaine de personnes a dû être aidée.

Un beau succès

Les quatre jours de formation se sont terminés par des vivats et une remise de diplômes, les premiers de leur vie pour les mères de Rimkiéta. La presse était présente et un article leur a été consacré dans l'Express du Faso.

La MJCA a prévu de renforcer cet apprentissage pour permettre aux facilitatrices de le mettre en œuvre avec les femmes du quartier. Régulièrement, elles animeront des groupes pour celles qui assistent aux cours d'alphabétisation, à l'atelier couture ou aux réunions de personnes âgées.

Lors de la fête du quartier en mars prochain, puis de celle des dix ans de Dunia, se tiendront des ateliers santé. Quelle meilleure manière de valoriser des femmes issues du quartier, qui, au départ, ne lisaient ni n'écrivaient et qui maintenant retransmettent aux autres mamans ce qu'elles ont appris : une méthode pour bien nourrir leurs enfants ? Au-delà de ces connaissances, elles démontrent aussi toutes les capacités des femmes burkinabés.

Madeleine Le Moullec
en relai de Odile Oberlin
et Caroline Mignot

l'appel
Ile de France

** Maison des Jeunes, des Cultures et des Associations*

BURKINA FASO

Nos **indispensables** médiatrices de santé

Ramata, Mariam, Victoire, Kadiatou, Fatoumata, Assetou, Salimata, Elizabeth, Bernadette, Marceline, Solange, Assita, Kadiatou, Obhi, Clémentine, Koroba et les autres…

Préparation du repas pour femme enceinte

Les médiatrices de santé en formation

Qui sont-elles ? Ce sont les médiatrices de santé d'AED, l'Association Espoir pour Demain, notre partenaire à Bobo Dioulasso ! Elles sont fidèles au rendez-vous annuel proposé par L'APPEL. Hélène, médecin nutritionniste, et ses collaboratrices, Idelette, puéricultrice, puis Stella, jeune médecin, toutes spécialistes des maladies tropicales, les forment depuis quatre ans à l'éducation nutritionnelle puis à l'hygiène et à la prévention des maladies infectieuses et environnementales, grâce aux Nutricartes® et à Balai Santé, les outils pédagogiques de L'APPEL. Mais qui sont ces jeunes femmes pleines d'enthousiasme et quel est leur rôle dans l'association qui les a recrutées comme bénévoles et dans les services de santé qui les emploient comme médiatrices ?

Femmes, jeunes filles ou mères de famille, elles ne sont pas des professionnelles de santé formées dans des écoles de médecine ou d'infirmières. Elles n'ont pas de diplôme reconnu pour leur permettre une carrière dans la fonction publique. Mais elles ont toutes été à un moment ou un autre concernées par l'épidémie de VIH/SIDA et sont entrées en lutte pour faire reculer le fléau. Pourquoi ? Soit parce qu'elles sont elles-mêmes infectées, soit parce qu'un membre proche de leur famille a contracté la maladie, soit par amitié pour Christine Kafando, créatrice et responsable de l'AED, elles se sont senties appelées à témoigner de leur expérience. Elles aident ainsi d'autres femmes à affronter le diagnostic de séropositivité et les conséquences souvent terribles qu'il entraine : maladie aux complications sévères, douloureuses et souvent mortelles, traitement contraignant et onéreux, mais aussi exclusion, discrimination familiale et sociale, transmission de la maladie à leurs enfants etc.

Intermédiaires entre les soignants et la société civile

Dès le début des années 2000, des programmes de soutien aux personnes séropositives ont été mis en place par le gouvernement burkinabé aidé par différents bailleurs de fonds. Très vite est apparue la nécessité d'un personnel intermédiaire entre le monde des soignants et la société civile. Un peu partout dans les régions les plus touchées, ont été ainsi formées et recrutées de nombreuses femmes volontaires, sous différentes dénominations : conseillères de santé, agents de santé communautaires ou médiatrices de santé. Leur rôle : accueillir individuellement pour des entretiens de *counselling* - écoute et conseils - les personnes dépistées positives pour le VIH, mais aussi informer le public fréquentant les structures de santé et les associations de la nécessité du dépistage, de ses conséquences, du parcours de soin et de l'observance des médicaments. Elles jouent un rôle majeur dans l'adhésion au dépistage des femmes enceintes. En effet sans traitement préventif le taux de transmission mère-enfant avoisinait les 30% alors que les traitements actuels le réduisent à moins de 1% !

Devenues indispensables à une prise en charge globale et efficace de l'infection à VIH, ces médiatrices de santé ont peu à peu gagné la confiance des patients et du personnel de santé officiel. On leur a donc confié des tâches d'éducation qui n'étaient pas assurées jusque-là, faute de moyens et de personnel. Chaque matin, nos médiatrices se rendent donc dans la vingtaine de centres de santé, de Protection maternelle et infantile ou dans les services hospitaliers de la ville. Elles commencent leur journée en réunissant dans la salle d'attente des groupes de femmes - et parfois d'hommes - venus consulter pour diverses pathologies. Un moment d'exposé suivi de questions et réponses est consacré aux principes de prévention et de suivi du VIH SIDA mais aussi à l'importance de la nutrition pour rester en bonne santé ou aux moyens de protéger les enfants des diverses

maladies infectieuses par les vaccinations et les mesures d'hygiène appropriées.

Notre travail de formation

Très bonnes animatrices, douées d'humour et de dons théâtraux, elles rendent les séances joyeuses et vivantes. Et c'est à leur demande que L'APPEL a organisé leur formation et la fourniture d'outils pédagogiques adaptés à leur pratique. Depuis quatre ans donc, nous collaborons activement à ce travail d'éducation qui touche une population de plus en plus nombreuse. Un suivi a été mis en place par un superviseur local, lui-même pharmacien et nutritionniste travaillant à la Direction Régionale de la Santé. Cela démontre l'impact croissant des initiatives faisant appel à des femmes courageuses, relais pour leurs semblables, qui se donnent sans compter à leur mission d'éducation, d'accompagnement et de promotion de la santé. En soutenant ce processus, L'APPEL répond à son objectif de contribuer à un développement durable qui passe par la promotion de l'engagement et des métiers féminins.

L'équipe

l'appel Montpellier

HUMEUR

Non ! L'APPEL n'est pas sexiste !

Jeanine, Madeleine, Brigitte, Marie-Bernard, Marie-Jeanne, Pascale, Violaine, Nora, Dominique, Kany... *Pour celles et ceux qui ont déjà eu l'occasion de se rendre au siège de L'APPEL, vous avez certainement dû entendre ces prénoms et avoir eu la sensation que les femmes sont largement voire majoritairement représentées au sein de L'APPEL. Mais qu'en est-il réellement ? Qu'en est-il du respect de l'égalité des sexes au sein du siège de L'APPEL ? Sommes-nous un exemple de mixité ?*

Avant d'aborder le fond du sujet, je vais commencer par me présenter à vous. Je suis Madame (depuis peu) Kany SYLLA. Une jeune femme de 28 ans qui travaille au siège en qualité d'assistante. Vous avez certainement pu entendre ma douce voix en appelant au siège. Présente 3 jours ½ par semaine, je vais vous donner mon impression sur l'égalité des sexes à L'APPEL et précisément sur la question de la mixité.

Lorsque Marie-Bernard m'a proposé d'écrire un article, j'ai souri et pensé « Comment ? Moi écrire sur le respect du principe d'égalité des genres au siège ? Mais de quel genre parle-t-elle ? Il n'y a que des FEMMES ici ! ». UNE présidente, UNE vice-présidente, UNE directrice. (J'avais comme l'impression qu'à L'APPEL l'expression « Who run the world ? Girls »* avait été prise au pied de la lettre. Et puis je pensais aussi à différentes situations qui confirmaient ma pensée.

Un jour, on a eu besoin de remplacer un néon à 2.50 mètres au-dessus de nos têtes. C'est Marie-Jeanne qui s'en est chargée, a pris l'escabeau et l'a changé. Pas besoin des hommes pour faire ça. (J'ai appris par la suite que c'était Michel qui s'en chargeait d'habitude…). Des travaux d'intérieur ? Peinture, rangements ? Madeleine, la bricoleuse, enfile sa « tenue de combat ».

Et puis je me suis dit : « Kany, t'exagères un peu, il y a quand même UN secrétaire et SON secrétaire adjoint ». Un homme qui occupe une fonction traditionnellement féminine, c'est aussi ça la lutte pour l'égalité des sexes... Mais, n'était-ce pas seulement une ruse, un moyen de répondre à d'éventuelles critiques et accusations de sexisme ?

Alors, je me suis intéressée aux chiffres de L'APPEL, des données beaucoup plus objectives que mes impressions. Et voici ce que j'ai trouvé :
- Au sein du CA : 9 hommes et 11 femmes
- 11 porteurs et 13 porteuses de projets
- Les bénévoles présents très régulièrement au siège: 6 Hommes / 5 femmes
- De 1968 à 2011 : une présidence exclusivement masculine, et depuis 2011, féminine.

Conclusion : une mixité quasi-parfaite. Du coup, j'ai changé d'opinion et je me suis carrément dit que L'APPEL devrait au contraire être citée par les plus grands évaluateurs de la question du genre en entreprise comme le parfait exemple de la mixité et du respect du principe de l'égalité des sexes.

Les apparences sont réellement parfois trompeuses…

Kany SYLLA

** Qui dirige le monde ? Les filles*

BURKINA FASO

La réfection d'une école dans le Sahel, celle de Karma

Le chantier de l'école

Le toit sous l'auvent

Les écoliers sous l'auvent

Le bon fonctionnement et la vitalité de l'école publique du village (227 élèves) est une nécessité pour l' avenir du village de Karma (2000 habitants).

L'école de Karma, était classée dans les dernières de la circonscription. Elle s'est trouvée dynamisée depuis quelques années et se classe désormais en tête, avec 100% de réussite au certificat d'études depuis 3 ans et le prix « meilleur élève » catégories garçon et fille. Mais il restait un « gros morceau » : réhabiliter le bâtiment principal cons-truit en 1993. Fait en *banco*, il prenait l'eau et menaçait de s'écrouler.

Un plan de réfection a été mis au point par l'équipe de la Drôme avec un opérateur local, afin de refaire les murs, de les crépir, de renforcer la toiture et de créer sur le devant un auvent de trois mètres de large pour faciliter la sortie des élèves par temps de pluie ou de très grosse chaleur. Ce chantier, à hauteur de 7190 €, a été financé à 73 % par L'APPEL, le reste étant à la charge du village sous forme de main-d'oeuvre et de transport des agrégats.

Les travaux, commencés en aout 2016 et retardés par des pluies diluviennes, ont été terminés à mi-octobre. Comme me disait le directeur Madi : « le rêve est devenu réalité grâce à votre appui et à la forte participation de tout le village, en particulier les parents d'élèves ». Pour l'avenir, on pourrait doubler l'effectif d'élèves. Peut-on envisager un plan de développement de l'école ? Il faudrait six classes au lieu de trois classes doubles, plus une maternelle, agrandir les bâtiments, améliorer les latrines. Et se préoccuper du suivi santé, de la pédagogie, etc.

Nous avons confiance car la population est convaincue et soutient son école…

Jean Loireau

l'appel Ile-de-France

VIET NAM

Douze années d'un parrainage réussi

Entre 2000 et 2012, une belle relation s'est tissée entre une petite fille de Ho-Chi-Minh Ville et son parrain, retraité de l'enseignement. Elle vit dans une famille pauvre, une maman nourrice et femme de ménage, un papa disparu et un beau-père maçon mais au travail irrégulier. Ils habitent une maison d'une seule pièce de 6 x 3 m, avec des hamacs et une armoire pour tout mobilier. La mezzanine sert de chambre. Malgré tout, la petite s'accroche, arrive à des résultats scolaires corrects, aide sa mère à garder les enfants, travaille parfois au jardin. Régulièrement, son parrain l'encourage par des courriers, des versements mensuels, parfois par des aides exceptionnelles, pour l'achat de lunettes par exemple. Tous les ans en février, les bénévoles de L'APPEL, aidés par leur correspondante sur place qui connaît la famille et sert d'interprète, rencontrent la fillette. Elles lui remettent alors, de la part du parrain, le cadeau du Têt (fête du Nouvel An vietnamien) dans son enveloppe rouge traditionnelle.

En 2010, un don exceptionnel aide la filleule à payer les frais d'inscription dans une école d'infirmière. Elle a dix-huit ans. Elle en sortira au bout de deux ans d'études, diplôme d'infirmière en poche et avec en plus un certificat d'anglais.

Étudiante…

Malheureusement, le fait d'avoir un diplôme n'est pas synonyme d'emploi immédiat et la jeune fille doit travailler dans un supermarché avant de trouver, enfin, un poste en 2015 dans une école maternelle. Afin de gagner plus correctement sa vie elle prend des cours pour devenir institutrice dans cette école. En 2013, c'est elle-même qui demande au parrain d'arrêter son parrainage et de transférer son aide « sur une autre personne démunie qui désire continuer les études et réaliser ses rêves ». Nous avons appris que cette jeune femme s'est mariée le 29 septembre 2016. Son mari est pompier. L'APPEL et le parrain leur envoient un cadeau de mariage.

Le soutien discret mais présent de ce parrain a aidé cette jeune fille dans son projet professionnel et de vie. Nul besoin de se rencontrer mais les encouragements d'un côté et l'envie d'y arriver et de faire plaisir de l'autre sont la base d'un parrainage réussi dans le temps.

Pascale Guimard

l'appel Ile-de-France

Faire le point après douze ans

Une maison neuve dont le crépi sèche avant peinture

Une groupe de filleuls autour de Michel Moraine au centre, Claude Mutabazi à gauche et Ignace Hategekimana à droite

Les filleuls

Au Rwanda, tout a commencé en 2004 pour L'APPEL par les parrainages d'orphelins.

Partis d'un groupe initial de 64 enfants parrainés, douze ans après, garçons et filles ont grandi, repris des études, trouvé un métier, un travail. De plus jeunes les ont remplacés, orphelins ou pas, mais toujours de familles très pauvres. Parrainer, c'est aider à nourrir, habiller, soigner quand il le faut, et permettre une reprise de scolarité sérieuse et complète. Mais dès le début la question s'est posée : comment leur trouver un toit, des maisons à retaper ou à construire tout bonnement ? Lourd budget à trouver.

Les maisons

De 2006 à 2014, 140 maisons ont été ainsi refaites.

Mais depuis deux ans les conditions ont changé : il faut faire plus grand, plus solide, plus durable, mieux équipé, en un mot plus cher. Le lancement d'une campagne de financement participatif « De Toit à moi » a permis de récolter 2.320 € qui viennent s'ajouter aux réserves peu à peu accumulées. Merci aux généreux donateurs. En 2017, cette action va pouvoir reprendre.

L'eau

L'une des grandes activités de l'association consiste à refaire des réseaux d'eau propre. Plusieurs anciens filleuls ont appris le métier de plombier pour entretenir nos installations d'eau. L'un d'entre eux, Jean-Marie Vianney, a reçu une bourse de l'Ambassade de France pour venir à Angers pour préparer un BTS dit des métiers de l'eau. Il est arrivé en septembre 2016. Il est là pour deux ans et dès cette année il va faire un stage dans une entreprise française.

Les adductions d'eau se succèdent. C'est beaucoup de travail. Cela demande une bonne coordination entre les donateurs, les co-financeurs, nos partenaires de L'APPEL Rwanda, les spécialistes du district de GICUMBI et les entreprises locales. L'eau propre est captée dans les sources de haute montagne et il est à noter que ce sont toujours les mères de famille qui choisissent elles-mêmes l'emplacement des bornes fontaines !

Alain Vergote
Michel Moraine
l'appel Isère

Jacques Lalande
l'appel Ile-de-France

... le jour de son mariage

Le concours « Entreprendre » a **autant de lauréates** que de lauréats

Initié en 2011 avec le partenariat de l'Université Yersin, à Dalat, ce projet d'encouragement à l'esprit d'entreprise, a permis, au fil de quatre sessions, de distinguer une quinzaine de lauréats et lauréates.

Les difficultés rencontrées par ces jeunes créateurs sont importantes : administratives et réglementaires mais aussi, bien entendu, financières. Faute d'emprunt bancaire les candidats pratiquent une activité rémunératrice en parallèle et font appel à leurs familles quand cela est possible. Au bilan neuf entreprises sont en activité dont quatre animées par des filles, d'autres pouvant être à direction mixte. Trois autres sont en attente d'autorisations d'exercer.

Une cinquième édition est prévue en mars 2017.

Remise des prix

Bruno Cazals
l'appel Ile-de-France

Nos dernières impressions

Les déplacements sont souvent difficiles

Jouvenel Moïse, le nouveau Président

Rénald, président de l'ADETOM

La mission de novembre 2016 s'est déroulée après le passage du cyclone Matthew, coïncidant avec une saison des pluies précoce et abondante. Nos déplacements à l'ile de La Tortue et à Jean Rabel ont été particulièrement difficiles, avec en prime à Port-au-Prince de nombreuses manifestations de rues dues aux élections présidentielles. Après dix-huit mois d'atermoiements, le 20 novembre 2016, le planteur de bananes Jouvenel Moïse dit « Nèg banan » a été élu au 1er tour avec 500.000 voix pour un pays de dix millions d'habitants…! Son intronisation a été confirmée par les deux chambres le 6 février 2017.

A l'ile de la Tortue, 120 professeurs de préscolaire ont assisté à la formation effectuée par Elisabeth Arend de L'APPEL pour la quatrième année consécutive dans le cadre de l'ADETOM*. Sophie Lemerle a pu effectuer une enquête sur le bien-fondé de cette formation en interrogeant 38 professeurs. Un certificat de formation a été délivré à 55 professeurs qui ont assisté à 3 années de formation.

A Jean Rabel nous avons jeté les bases d'un partenariat avec ID (Initiative et Développement) pour l'éducation nutritionnelle avec la diffusion des Nutricartes® dans les arrondissements de Jean Rabel, Môle Saint Nicolas, Bonbardopolis et Baie de Henne, département du bas Nord-Ouest, région pauvre la plus aride d'Haïti. Une première mission de quatre personnes emmenée par Sophie Lemerle, pour la formation de formateurs, est prévue en mars 2017.

Hubert Chegaray et Sophie Lemerle

l'appel
Ile-de-France

** Association des Directeurs d'Ecoles pour une Tortue Meilleure*

UNE NOUVELLE ANTENNE DE L'APPEL

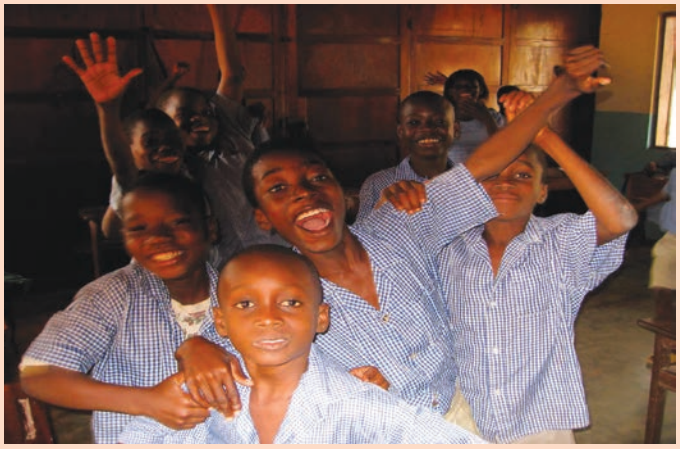
Un nouveau pays d'intervention : le Togo

L'Association Enfants Sourds du Togo (E.S.T.) a rejoint L'APPEL. Depuis dix ans, ces professionnels, spécialisés dans l'accueil et le traitement des enfants sourds à Saint-Etienne, se rendent à Lomé où existe une école pour enfants sourds, l'école Epphata.

Il y a dix ans cette école était un peu à l'abandon et l'éducation des enfants sourds était peu répandue. Pour les 170 élèves, tout est bien différent à présent. L'école, mieux administrée et équipée, compte un internat, pour filles et garçons, depuis la maternelle. Auparavant, seule une scolarité primaire était envisageable. Depuis deux ans, grâce à une aide pédagogique spécifique, certains élèves sont scolarisés au collège, avec les enfants entendants.

En 2016, EST a installé l'informatique et a commencé des bilans ORL et orthophoniques pour adapter les soins et donner des indications de travail aux enseignants. Chaque enfant a une histoire, un degré de surdité particulier et celle-ci peut être associée à d'autres troubles. La pédagogie doit être personnalisée en fonction de ces facteurs.

En mars 2017, Françoise , orthophoniste, et Thérèse, médecin ORL, vont poursuivre leur programme bien rempli : seconde tranche des bilans médicaux et paramédicaux, préparation de



l'embauche d'un(e) orthophoniste, évaluation de l'utilisation de l'informatique, rencontre avec les enseignants et les associations de parents, avancée dans le projet d'une formation spécialisée pour les enseignants, réflexion commune sur un développement des contacts avec les autorités locales… dans un esprit d'entraide fraternelle.

L'antenne L'APPEL-EST.